

Foire Aux Questions

Rapport mondial sur la corruption de Transparency International, 2009

- 1) *Qu'est-ce que le Rapport mondial sur la corruption ?*
- 2) *Comment le Rapport est-il élaboré ?*
- 3) *Quels sont les liens entre le Rapport et les autres outils de recherche de TI ?*
- 4) *Qui finance le Rapport ?*
- 5) *Pourquoi l'édition 2009 du RMC se focalise-t-elle sur la corruption dans le secteur privé ?*
- 6) *La corruption dans le secteur privé se limite-elle au versement de pots-de-vin ?*
- 7) *Quelles sont les conséquences de la corruption sur les entreprises du secteur privé ?*
- 8) *La corruption a-t-elle joué un rôle dans la crise financière mondiale ?*
- 9) *Les contours de la corruption d'entreprise sont-ils en train d'évoluer ? Quels sont les nouveaux risques ?*
- 10) *Que fait TI pour combattre la corruption dans le secteur privé ?*
- 11) *Qui contacter pour obtenir de plus amples informations, et comment obtenir un exemplaire du Rapport ?*

1) Qu'est-ce que le Rapport mondial sur la corruption ?

Depuis 2001, Le Rapport Mondial sur la Corruption (RMC) évalue chaque année l'état de la corruption dans le monde. Réalisé par Transparency International (TI), cette publication mobilise des experts et spécialistes de haut niveau des questions de corruption, qui analysent les enjeux d'actualité, identifient les problèmes majeurs et proposent des solutions.

Le Rapport comprend: une première partie consacrée au thème central, un deuxième partie réunissant des rapports pays et une troisième et dernière partie présentant des travaux de recherche. La section thématique analyse de manière approfondie un sujet clé et les défis qui lui sont liés. Le Rapport 2009 est consacré au secteur privé. Les éditions précédentes s'étaient intéressées à la corruption dans le secteur de l'eau (en 2008) et dans le secteur judiciaire (en 2007).

La partie réunissant les rapports pays introduit une perspective nationale fondée sur les travaux menés par des experts et spécialistes des questions de corruption dans leur propre pays. A travers les études de cas présentées dans ces rapports (couvrant 46 pays), le RMC 2009 dégage les tendances, évalue les réformes institutionnelles en cours et identifie les principaux enjeux en matière de corruption dans le secteur privé.

Enfin, la section recherche du Rapport présente les nouvelles données rassemblées par TI et les dernières avancées en matière de diagnostic et d'évaluation de la corruption.

Le RMC présente donc une évaluation annuelle de l'état de la corruption dans le monde et une exploration des solutions envisageables particulièrement complètes.

2) Comment le Rapport est-il élaboré ?

Le RMC est élaboré chaque année par une équipe de rédaction travaillant au Département Politique et Recherche du Secrétariat de Transparency International à Berlin. L'équipe reçoit le soutien de rédacteurs extérieurs, de comités de lecture, d'enquêteurs, de traducteurs, ainsi que d'un groupe consultatif international d'experts

Les rapports pays présentés dans le RMC sont préparés, pour la plupart, par les sections nationales. Toutes les sections de TI sont invitées à remettre un rapport pays centré sur la thématique sélectionnée. Les contributions sont volontaires : chaque section décide de manière indépendante de sa participation.

Toutes les contributions sont relues par un comité de lecture, les faits sont vérifiés de manière indépendante et le tout est édité de manière professionnelle, conformément à la politique de TI : lutter contre la corruption grâce à un travail d'analyse rigoureux et équilibré et une action constructive. Cette exigence fait du Rapport Mondial sur la Corruption un document de référence sans égal pour les professionnels travaillant dans les secteurs étudiés, les responsables politiques, les chercheurs, la société civile, les médias et toute personne ou toute entité s'intéressant à la question de la corruption.

3) Quels sont les liens entre le Rapport et les autres outils de recherche de TI ?

TI conduit de manière indépendante des recherches empiriques sur la corruption. Ces recherches couvrent un large éventail : analyses qualitatives et quantitatives, indicateurs généraux permettant un diagnostic approfondi, travaux d'experts comprenant des études de cas /with experience, enquêtes d'opinion sondant les perceptions des personnes interrogées. Cet ensemble de travaux permet d'appréhender de manière précise l'ampleur et l'évolution de la corruption dans le monde. Il permet également de sensibiliser et l'opinion et de soutenir l'adoption de réformes politiques fondées sur une analyse rigoureuse de la réalité et visant à l'efficacité. Le portefeuille d'outils de recherche mondiaux de TI comprend notamment:

- **L'Indice de Perception de la Corruption (IPC)** est un indice calculé chaque année pour plus de 175 pays, élaboré à partir d'enquêtes portant sur la corruption et la gouvernance conduites auprès d'experts et d'entreprises.
- **Le Baromètre Mondial de la Corruption (BMC)** est une enquête menée chaque année dans plus de 60 pays auprès de plus de 60 000 ménages, portant sur la perception et les expériences des personnes interrogées en matière de corruption.
- **L'Indice de Corruption des Pays Exportateurs (ICPE)** classe les 30 principaux pays exportateurs en fonction de la propension de leurs entreprises à verser des

pots-de-vin à l'étranger. Il se fonde sur une enquête menée auprès de cadres dirigeants, interrogés sur les pratiques des entreprises étrangères dans leur pays.

- **Les Études du Système National d'Intégrité (SNI)** sont des études nationales qui évaluent de manière approfondie les forces et des faiblesses des institutions clés pour la bonne gouvernance et l'intégrité du pays.

Le **Rapport Mondial sur la Corruption** constitue le cinquième outil de ce portefeuille. Il adopte une approche thématique, analysant la corruption dans un secteur spécifique ou une question de gouvernance particulièrement actuelle ou pertinente. Dans sa section consacrée aux travaux de recherche, le Rapport Mondial sur la Corruption présente, à côté d'articles consacrés à la corruption, les derniers indicateurs empiriques développés par TI, ainsi que les travaux menés par d'autres organisations.

4) Qui finance le Rapport ?

Le Rapport Mondial sur la Corruption est une des publications phares de TI, et à ce titre il est pris en charge par le budget permanent de TI, tout en bénéficiant de fonds complémentaires de sponsors extérieurs. Le Rapport est réalisé en toute indépendance. L'équipe de rédaction du Rapport bénéficie des conseils d'un groupe éditorial de haut niveau, et consulte un grand nombre d'intervenants de tous les secteurs, qui procèdent à une relecture attentive du rapport. Elle conserve toutefois un contrôle entier sur le contenu du Rapport.

5) Pourquoi l'édition 2009 du RMC se focalise-t-elle sur la corruption dans le secteur privé ?

Jamais l'activité des entreprises et des marchés n'avaient eu un tel impact sur la prospérité économique, la stabilité politique et la préservation de l'environnement des sociétés. Le secteur privé joue un rôle de plus en plus essentiel, contribuant à améliorer le bien-être des sociétés, des communautés et des individus. Cependant, lorsque l'intégrité des entreprises est prise en défaut, ces efforts risquent d'être anéantis, la corruption s'étend, et finit par miner les relations de confiance et les institutions nécessaires au développement du secteur privé, telles que les communautés, les marchés, l'administration ou les relations internationales.

Ces deux dernières décennies ont vu se développer de nombreuses actions liées aux questions de citoyenneté d'entreprise et à l'adoption et au respect de règles visant à lutter contre la corruption. Il est aujourd'hui opportun de faire le point et d'examiner ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Anticipant sur les nouveaux risques que la corruption fait peser sur les entreprises, le rapport définit des stratégies innovantes et propose des règles permettant de maintenir l'intégrité des entreprises.

6) La corruption dans le secteur privé se limite-t-elle au versement de pots-de-vin ?

Comme l'illustre le Rapport Mondial sur la Corruption 2009, la question des pots-de-vin constitue un sujet d'inquiétude persistant et général pour les entreprises, quel que soit leur taille, leur secteur et le pays où elles opèrent, qu'il s'agisse de mener des transactions avec le secteur public ou le secteur privé. Cependant, au-delà de la question des pots-de-vin, la corruption en général, définie comme l'utilisation abusive et à des fins personnelles d'un pouvoir conféré, constitue un défi majeur pour les entreprises. La corruption dans les entreprises prend aussi la forme de la fraude et du délit d'initié. Les collusions et les ententes illégales (cartels) sont des formes de corruption qui affectent le marché dans son

ensemble. La corruption est aussi particulièrement préoccupante au regard des relations d'interdépendance entre secteur privé et administration, lorsque des actions de lobbying légitimes cèdent la place à l'exercice d'une d'influence abusive sur des responsables publics ou que les politiques et les règles légales sont faussées au bénéfice de certains intérêts privés. Le Rapport 2009 illustre les liens entre ces différentes pratiques, qui se renforcent mutuellement.

7) Quelles sont les conséquences de la corruption sur les entreprises du secteur privé?

Le Rapport 2009 montre clairement que la corruption, tout en augmentant considérablement le coût des transactions commerciales, met en péril la réputation des entreprises et les rend plus vulnérables aux tentatives d'extorsion. De plus, la corruption renchérit l'accès au capital, déprécie la valeur des entreprises et sape le moral de leurs collaborateurs. Dans un environnement concurrentiel de plus en plus large; la corruption fausse le jeu de la concurrence, aboutit à la perte d'opportunités de développement et nourrit des bureaucraties corrompues.

Plus généralement, la corruption a pour effet de rompre le consensus social qui permet aux entreprises de se développer, altérant la légitimité et la confiance qui leur est nécessaire, tout particulièrement en temps de crise, lorsque certains secteurs fragilisés ont besoin d'être renfloués par l'argent des contribuables

Lorsque la corruption permet à des sociétés ou à des employés sans scrupules d'ignorer et de mépriser les règles légales, les ravages sur la société sont considérables : la corruption contribue à la distribution de produits dangereux, à la dégradation des conditions de travail de salariés exploités et à la dégradation de l'environnement.

8) La corruption a-t-elle joué un rôle dans la crise financière mondiale ?

De nombreux facteurs à l'origine de la crise financière ont un lien avec les risques de corruption, notamment, les conflits d'intérêt qui entravent les organes de contrôle, les primes excessives dévolues aux décideurs, le degré insuffisant de transparence et de responsabilité de certains segments de marché et de certains intervenants, et surtout les graves défaillances en termes de contrôle, de gouvernance et d'intégrité des entreprises.

Les plans récemment adoptés pour lutter contre la corruption dans le secteur privé sont étroitement liés à ceux visant à éviter une répétition de l'effondrement des marchés financiers. Avec la crise, l'attention s'est portée sur l'échec des organismes de régulation et les sérieuses difficultés de la coopération internationale, deux questions également abordées par le Rapport Mondial sur la Corruption 2009, qui souligne la nécessité urgente de progresser dans ces domaines si l'on souhaite prévenir et sanctionner efficacement la corruption dans le monde des affaires.

9) Les contours de la corruption d'entreprise sont-ils en train d'évoluer ? Quels sont les nouveaux risques ?

Avec un environnement économique dynamique et de plus en plus mondialisé, les contours de la corruption dans le secteur privé sont en perpétuelle évolution. Les nouveaux acteurs de premier plan, originaires de Chine, d'Inde, du Brésil, de Russie et d'autres pays émergents, doivent être très rapidement intégrés aux efforts entrepris pour créer un climat favorable à l'intégrité des entreprises partout dans le monde. Les marchés en développement - tels que ceux liés aux programmes de compensation des émissions de

carbone dans le cadre de la lutte mondiale contre le changement climatique - nécessitent davantage de contrôle pour fonctionner de manière efficace. Certains acteurs dont le rôle va aller croissant, tels que les fonds souverains, qui gèrent une part importante de la richesse nationale d'un pays, doivent être soumis à des règles de transparence et de responsabilité particulièrement rigoureuses.

10) Que fait TI pour combattre la corruption dans le secteur privé ?

La lutte contre la corruption dans le secteur privé constitue l'une des cinq priorités globales de TI. De nombreuses sections nationales se penchent sur cette question et contribuent ainsi au progrès de l'intégrité des entreprises. Leurs efforts sont soutenus par une équipe de spécialistes du secteur privé qui ont élaboré toute une série d'outils pratiques destinés à aider les entreprises, petites ou grandes, à lutter contre la corruption. L'équipe participe à la lutte contre la corruption dans les entreprises en collaboration avec des cadres et dirigeants d'entreprise, des investisseurs, des syndicats professionnels, des responsables politiques ainsi qu'avec la société civile. Par ailleurs, plusieurs des outils de recherche développés par TI, tels que les enquêtes à grande échelle auprès des entreprises et l'analyse de la communication des entreprises en matière de respect des règles légales, sont conçus pour identifier et analyser les risques majeurs auxquels les entreprises doivent faire face en matière de corruption.

11) Qui contacter pour obtenir de plus amples informations, et comment obtenir un exemplaire du Rapport ?

- Si vous êtes journaliste, veuillez contacter : press@transparency.org.
- Pour obtenir des renseignements d'ordre général sur le Rapport Mondial sur la Corruption, veuillez contacter l'équipe rédactionnelle à gcr@transparency.org.
- Pour acheter un exemplaire papier du Rapport, veuillez vous rendre sur le site internet de Cambridge University Press à www.cambridge.org/gcr2009 ou contactez votre librairie habituelle

Filename: 090903 FAQ Final_FRENCH_ proofread_without
embargo
Directory: \\printserver\ti-files\Advocacy
Group\Communications\GCR 2009\GCR Materials\FAQ
Template: C:\Documents and Settings\rtrowers\Application
Data\Microsoft\Templates\Normal.dot
Title: 1
Subject:
Author: Krina Despota
Keywords:
Comments:
Creation Date: 22/09/2009 18:28:00
Change Number: 6
Last Saved On: 22/09/2009 18:32:00
Last Saved By: Nadja Kostka
Total Editing Time: 5 Minutes
Last Printed On: 23/09/2009 12:32:00
As of Last Complete Printing
Number of Pages: 5
Number of Words: 2,231 (approx.)
Number of Characters: 12,717 (approx.)